

**MOTION : BUDGET DE LA VILLE, SORTIR DE L'IMPASSE REPETITIVE DE LA DECISION SOUS CONTRAINTE PAR UNE STRATEGIE DE BASE ZERO ?**

L'exercice fastidieux d'acceptation du budget, sa faible transparence, les résultats souvent hermétiques qui sortent de la boîte noire est frustrant et irritant. La reprise du budget antérieur, l'impossibilité de baisser les dépenses, les pressions des employés pour maintenir leur niveau salarial et bénéficier d'augmentations légitimes bloquent le processus politique. Se serrer la ceinture est douloureux surtout en pensant que les dépenses des autres secteurs sont moins légitimes que les siennes et que les restrictions doivent toucher les autres d'abord.

La reprise en bloc du budget antérieur représente un frein majeur qui condamne à l'inertie, au rabotage symbolique des dépenses et postes marginaux, ce qui est discriminatoire. Les batailles politiques autour de ce rabotage donnent des résultats vains, illusoires, minimes, réversibles à la première occasion. Selon les experts français, les partis politiques s'écharpent à cette occasion pour des mesures qui concernent moins de 0,05% de la dette. Le seul résultat du processus est l'augmentation de l'endettement de plus en plus inquiétant avec une dépendance à la finance nationale ou multinationale. La solution pourrait être un arbitrage politique qui permettrait clairement de choisir en 4 options :

- 1) Un rabotage à la marge, uniforme et cosmétique des dépenses, inefficace et injuste, source de frustrations multiples.
- 2) Une priorité en faveur de la protection sociale et de la redistribution de prestations à la clientèle.
- 3) Ne pas décider, ne pas définir de priorités et attendre une austérité imposée, subie, dans une catastrophe incontrôlée.
- 4) Reprendre le fonctionnement politique, hiérarchiser clairement les priorités pour la collectivité, augmenter la compétitivité et l'efficience à long terme pour le bien commun.

Il est clair aujourd'hui que l'état des comptes publics empêche de concilier durablement plus de deux objectifs entre le désendettement et les intérêts de la dette qui ponctionnent une part de plus en plus lourde du budget, le financement des investissements d'avenir et le maintien de la dynamique des dépenses sociales.

**Selon l'Institut libéral Montaigne, une solution intéressante serait que la Main publique s'inspire des budgets des entreprises privées qui sont plus confrontées à l'importance de l'efficience et l'acquisition de rentrées financières autres que la seule fiscalité. Un budget annuel, qui repart de zéro permet de définir une hiérarchie des missions et des tâches, permet un vrai arbitrage politique et un choix clair de la mission pour le Bien Commun. Nous demandons qu'une telle manière de faire un budget politique global pour sortir de l'impasse budgétaire soit réalisée rapidement**

Pour l'UDC Delémont Dominique Baettig

A handwritten signature in black ink, appearing to read "D. Baettig".